

PRÉFET DU PUY-DE-DÔME

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

Service Eau, Environnement et Forêt

DECISION PREFECTORALE N°063/2018/08

relative à une demande de défrichement sur le territoire de :

**Volvic**

Le Préfet du Puy-de-Dôme  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le Code Forestier, notamment ses articles L 341-1 et R 341-1 et suivants,

**VU** le dossier de demande d'autorisation de défrichement n°4630 reçu complet le 30 décembre 2017 et présenté par Monsieur LE VAN Lucien Directeur Général de SAS Eco Lodge, dont l'adresse est : Rue des Sources, 63530 Volvic et tendant à obtenir l'autorisation de défricher 0,4700 ha de bois situés sur le territoire de la commune Volvic (Puy-De-Dôme),

**CONSIDERANT** qu'il résulte de l'instruction que la conservation des bois ou des massifs qu'ils complètent, ou le maintien de la destination des sols n'est nécessaire pour aucun des motifs mentionnés à l'article L 341-5 du Code Forestier,

**Sur proposition** du directeur départemental des territoires,

**DECIDE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>**

Le défrichement de 0,4700 ha d'une partie de parcelle de bois située à Volvic et dont les références cadastrales sont les suivantes :

Commune	Section	N°	Surface cadastrale	Surface autorisée
Volvic	AH	99	2,3791	0,4700

est autorisé. Le défrichement a pour but : création d'habitation de loisirs.

**ARTICLE 2**

L'autorisation de défrichement est subordonnée à l'exécution, sur d'autres terrains, de travaux de boisement ou reboisement pour une surface correspondant à la surface défrichée, ou d'autres travaux d'amélioration sylvicoles d'un montant équivalent.

Le titulaire dispose d'un délai maximal d'un an à compter de la présente notification d'autorisation pour transmettre à l'autorité administrative un acte d'engagement des travaux à réaliser ou verser au Fonds stratégique de la forêt et du bois une indemnité équivalente.

A défaut, l'indemnité prévue également dans le L341-6 est mise en recouvrement dans les conditions prévues pour les créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine, sauf s'il renonce au défrichement projeté.

En cas de non-exécution des travaux imposés en application de l'article L. 341-6 dans un délai maximum de trois ans à compter de la présente notification d'autorisation, les lieux défrichés devront être rétablis en nature de bois et forêts dans un délai de trois années maximum.

### **ARTICLE 3**

La durée de validité de l'autorisation est de 5 ans à compter de sa délivrance.

### **ARTICLE 4**

La présente décision sera affichée par les soins du bénéficiaire sur le terrain ainsi qu'à la mairie de situation du terrain quinze jours avant le début des opérations de défrichement et maintenue pendant deux mois.

### **ARTICLE 5**

Le défrichement devra être exécuté conformément à l'objet figurant dans la demande et en respectant les indications portées sur le plan cadastral.

### **ARTICLE 6**

Monsieur le directeur départemental des territoires,  
Monsieur le maire de la commune de : Volvic,

sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Clermont-Ferrand, le 8 janvier 2018

P/ Le Préfet et par délégation  
P/ Le directeur départemental des territoires,  
Le chef du service eau, environnement et forêt,



**Béatrice MICHALLAND**

La contestation du présent arrêté est possible, dans un délai de deux mois après sa notification, soit par recours gracieux auprès du Préfet, soit par recours hiérarchique auprès du Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation, soit par recours contentieux auprès du tribunal administratif de CLERMONT-FERRAND.